

<http://divergences.be/spip.php?article4114>



Comment les riches et les puissants ont détruit la liberté d'expression

- Aujourd'hui - 2025 - juin 2025 -

Date de mise en ligne : jeudi 29 mai 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

et comment la retrouver.

Origine [The Nation](#)



Trois ans avant qu'Elon Musk ne fasse le salut nazi sur la scène de l'inauguration de Trump et ne coordonne ensuite un coup d'État administratif du gouvernement des États-Unis, il a acheté Twitter dans le cadre d'une prétendue mission visant à "restaurer la liberté d'expression", à la fois sur la plateforme et dans le discours américain en général. Les actions qu'il a menées depuis - faire taire les critiques, réintégrer des voix politiquement alignées et encourager l'épanouissement des mensonges et de l'extrémisme de droite - suggèrent qu'il avait d'autres motivations

Mark Zuckerberg a invoqué la liberté d'expression pour justifier sa décision de mettre fin à la vérification des faits sur Facebook et Instagram, alors même que les politiques de Meta censurent les informations sur la base de vagues "normes communautaires" tout en amplifiant fréquemment les messages haineux et en supprimant ce qu'il considère comme un contenu "politique". Donald Trump colporte des idées similaires, déclarant dans son discours au Congrès qu'il a "ramené la liberté d'expression en Amérique", puis lançant peu après une campagne d'arrestation illégale, d'incarcération et d'expulsion des personnes qui protestent contre les crimes de guerre américains et israéliens en Palestine, tout en menaçant de poursuivre pénalement les organisations privées qui pourraient plaider en faveur de la diversité, de l'équité ou de l'inclusion.

Si l'on s'intéresse aux effets des actions de ces milliardaires plutôt qu'à la simple surface de leur rhétorique, il est clair qu'ils ont, comme beaucoup de leurs pairs, des "bons milliardaires" comme Bill Gates aux voyous purs et durs comme Rupert Murdoch, Jeff Bezos et Patrick Soon-Shiong, transformé les appels à la liberté d'expression en un outil de consolidation du pouvoir, masquant leur contrôle croissant sur la politique et la sphère publique sous l'apparence d'un discours ouvert. Ce faisant, ils ont transformé en marionnettes personnelles un large éventail d'institutions civiques clés dont ils ont lentement acquis le contrôle, notamment les médias et les universités de l'Ivy League.

La liberté d'expression est souvent présentée comme un bien universel et un droit démocratique inaliénable. Pourtant, comme nous le montrent l'anthropologie linguistique et la sociologie de la connaissance, les concepts ne se contentent pas d'exister. Ils agissent, et ils agissent politiquement. Pour comprendre comment, nous devons dépasser les débats sur la signification de la liberté d'expression et examiner ce que le discours sur la liberté d'expression fait actuellement.

L'idée de liberté d'expression ne se contente pas de décrire un ensemble de droits ; elle construit un cadre moral et

politique qui façonne notre perception et sert des intérêts particuliers tout en occultant d'autres. Dans notre contexte politique contemporain, où un petit groupe d'individus ultra-riches contrôle nos réseaux médiatiques, les appels à la liberté d'expression sont de plus en plus mobilisés pour favoriser la montée de l'oligarchie en masquant les inégalités structurelles qui déterminent qui peut s'exprimer, qui est entendu et dont le discours façonne le discours public.

Au fond, le discours sur la liberté d'expression repose sur une fiction : l'idée que tous les individus ont la même capacité à participer au dialogue public. En réalité, la capacité de s'exprimer et d'être entendu est profondément façonnée par les disparités de richesse, de capital social et d'accès institutionnel. Un milliardaire contrôlant un empire médiatique a beaucoup plus de pouvoir pour influencer le discours public qu'un citoyen moyen, sans parler d'une personne marginalisée par la pauvreté, le racisme ou les inégalités entre les hommes et les femmes. Pourtant, le discours sur la liberté d'expression traite ces conditions inégales comme étant non pertinentes, se concentrant plutôt sur des principes abstraits de droits et de libertés. Ce faisant, il perpétue l'illusion que la sphère publique - telle qu'elle existe dans la réalité, et pas seulement dans la théorie idéalisée - est un terrain de jeu égal où les idées et les personnes s'affrontent uniquement sur la base de leurs mérites.

Ceux dont la rhétorique et les revendications sont propagées sont, dans ce cadre idéologique, considérés comme les plus intelligents et les plus persuasifs - les gagnants naturels du légendaire "marché des idées", une expression dont les connotations explicitement capitalistes sont révélatrices. En réalité, comme l'illustrent des personnages tels que Musk et Trump, ils sont tout simplement les plus impitoyables, les plus privilégiés, les plus habiles, les plus téméraires et les plus bruyants. La caractéristique personnelle la plus essentielle pour devenir riche et exercer une influence publique aux États-Unis est l'empressement à baisser et à sacrifier d'autres personnes pour son propre profit, puis de prétendre que c'est une marque de génie plutôt que le signe d'un simple trou du cul avec de banals problèmes de père.

Idéaux et illusions

La tension entre les suppositions idéalistes qui sous-tendent le discours sur la liberté d'expression et son utilisation réelle en tant qu'outil de domination a caractérisé le concept depuis sa création. La notion moderne de liberté d'expression remonte au siècle des Lumières, lorsque des personnalités comme John Milton, John Locke et, plus tard, John Stuart Mill ont défendu la valeur du débat ouvert comme fondement de la vérité et de la liberté. En 1644, l'*Areopagitica* de Milton appelait à l'abolition de la censure, la considérant comme un affront à la raison et à la vérité divine. L'accent mis par Locke sur les droits individuels à la fin du XVII^e siècle a jeté les bases de l'idée que la liberté d'expression fait partie intégrante de la liberté individuelle. Ces idées ont atteint leur expression la plus systématique dans le traité de 1859 de Mill, intitulé *On Liberty*, qui défend la liberté d'expression non seulement comme un droit privé, mais aussi comme un bien public essentiel au progrès de l'humanité.

Mais même dans ces exemples fondateurs, la liberté d'expression n'a jamais été véritablement universelle, fonctionnant toujours comme un principe pseudo-universel destiné à dissimuler des intérêts particuliers. Locke lui-même, dans *A Letter Concerning Toleration*, par exemple, a explicitement exclu les athées et les catholiques de sa vision de ceux qui devraient se voir accorder le droit à la liberté d'expression. De même, les premières invocations américaines de la liberté d'expression - inscrites dans le premier amendement de la Constitution des États-Unis - sont apparues dans une société où les droits des femmes, des personnes asservies et des communautés indigènes étaient systématiquement bafoués. La parole "libre" n'était en réalité que celle des riches hommes blancs protestants.

Les anthropologues, les philosophes et les linguistes ont depuis longtemps remarqué que le langage n'est pas un véhicule neutre pour les idées, mais une forme d'action sociale qui reflète et reproduit les relations de pouvoir. Le concept de capital linguistique de Pierre Bourdieu met en évidence le fait que la capacité à parler de manière

convaincante ou avec autorité dépend de la position de chacun dans un champ de pouvoir. Dans une société marquée par des hiérarchies économiques et sociales marquées, ceux qui ont un meilleur accès aux ressources possèdent également une plus grande capacité à définir ce qui constitue un discours légitime et valable.

Le concept d'illusion de Freud - une croyance entretenue non pas parce qu'elle est vraie mais parce qu'elle répond à un besoin psychologique - permet d'éclairer davantage la fonction idéologique et l'attrait général du discours sur la liberté d'expression au-delà des frontières de classe et de genre. L'idée de la liberté d'expression en tant que droit universellement accessible satisfait l'idéal démocratique d'égalité tout en ignorant les réalités matérielles qui rendent cette égalité inaccessible. Cette illusion collective rassure les individus sur leur capacité d'action dans la sphère publique, alors même que les conditions structurelles rendent cette capacité d'action pratiquement insignifiante pour la grande majorité de la population. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles le discours sur la liberté d'expression est si répandu : Nous voulons y croire parce que nous voulons croire en nous-mêmes, et plus notre pouvoir de façonner nos vies et nos communautés nous est retiré par un pouvoir oligarchique croissant, plus ce désir devient intense.

Les effets politiques du discours sur la liberté d'expression ne se limitent pas à privilégier les voix de l'élite. Ils comprennent également la délégitimation des efforts visant à remettre en question ces hiérarchies. Dans nos conditions politiques de plus en plus fascistes, les appels à réglementer la diffusion massive de faussetés par les milliardaires propriétaires des médias, les discours de haine ou les monopoles d'entreprise sont fréquemment attaqués comme des menaces à la liberté d'expression. Le régime Trump adopte cette tactique avec, par exemple, son ministère de la Justice qui menace d'enquêter au pénal sur toute trace de "DEI" (terme utilisé par Trump pour désigner les personnes non blanches) dans les politiques, le personnel ou les pratiques d'organisations privées. Bien que ces "enquêtes" ne reposent sur aucun fondement juridique et devraient facilement être rejetées par les tribunaux, elles reflètent l'invocation perverse de la "lutte contre la discrimination" pour permettre de cibler les minorités sexuelles et raciales - et toute autre personne - qui pourraient s'opposer au régime de plus en plus fasciste de Trump.

Cette stratégie des acteurs de l'extrême droite détourne l'attention des conditions structurelles qui faussent le discours public et recadre les critiques de l'inégalité comme étant discriminatoires à l'égard des personnes blanches, hétérosexuelles et riches. Il en résulte une double contrainte : les groupes marginalisés doivent rivaliser dans une sphère publique qui leur est systématiquement défavorable, tandis que toute tentative d'uniformiser les règles du jeu est considérée comme une attaque contre la liberté elle-même.

En outre, le discours sur la liberté d'expression sert souvent d'alibi moral au pouvoir oligarchique. En défendant un principe supposé d'expression sans censure, les milliardaires peuvent se présenter comme des défenseurs de la démocratie alors même qu'ils consolident leur contrôle sur les institutions qui médiatisent le dialogue public.

Pouvoir linguistique et discours universitaire

L'utilisation du discours sur la liberté d'expression à des fins répressives ne se limite pas aux élites des entreprises et des médias. Elles sont également déployées et propagées par les institutions mêmes qui prétendent favoriser le plus la production de connaissances : Les universités américaines.

Les universités d'élite, avec leurs vastes richesses et leur prestige qui alimentent les carrières et les héritages intergénérationnels, s'appuient fortement sur le mythe de la méritocratie et sur l'illusion d'un savoir objectif et impartial pour conserver le soutien du public et des politiques. Elles affirment que l'autorité intellectuelle et la position sociale se gagnent par le talent et la rigueur, ignorant le fait que de profondes inégalités - tangibles et symboliques - empêchent nombre de ceux qui ont les capacités les plus exceptionnelles de franchir leurs portes.